

ARRETE N° 2022_045
PORTANT PORTANT MODIFICATION TEMPORAIRE DE LA
CIRCULATION DU STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE
COMMUNAL

à l'occasion des travaux de voirie

LE MAIRE DE MONTFERMY,

Vu le Code de la Route, notamment les articles R 411-25 et R 411-8 ;

Vu les articles L.2213.1 et L.2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la demande de l'entreprise COUDERT d'occupation du domaine public et d'interdiction de stationnement pour des travaux de voirie sur le territoire communal ;

Considérant qu'il incombe au maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'entreprise COUDERT est autorisée à occuper le domaine public pour des travaux de voirie dans les villages de Baspeyras, Puy Maladroit, La Ribeyre (route de Vanauze) et Le Malleret, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2

Pour permettre la réalisation des travaux de voirie sur le territoire de la commune de Montfermy par l'entreprise COUDERT, la circulation et le stationnement seront temporairement réglementés dans les villages cités à l'article 1.

Cette réglementation sera applicable à compter du mercredi 16 novembre 2022 (8h00) jusqu'au mardi 6 décembre 2022 (18h00).

ARTICLE 3

Pendant la période fixée à l'article 2 :

- **la circulation des véhicules à moteur et des cyclistes se fera sur une voie,**
- **aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de travaux, à l'exclusion de celui des véhicules de l'entreprise,**
- **village et carrefour du Malleret : lors des travaux d'enrobé, la circulation des véhicules à moteur et des cyclistes sera interdite et une déviation sera mise en place.**

ARTICLE 4

La signalisation réglementaire, conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière à la charge du Maître d'Ouvrage sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux.

ARTICLE 5

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquée le 6 décembre 2022 – 18 heures. Elle est personnelle et incessible. Elle ne confère aucun droit réel à son titulaire, ainsi elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

ARTICLE 6

Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge de l'entreprise.

ARTICLE 7 :

L'écoulement des eaux devra être constamment assuré.

L'entreprise sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait de l'exécution des travaux qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, l'entreprise sera tenue d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'elle aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté sera affiché dans la Commune de Montfermy par l'autorité administrative ainsi qu'aux extrémités du chantier par l'entreprise,

M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Pontgibaud et M. le Maire de la Commune de Montfermy, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Un exemplaire du présent arrêté sera remis à l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 10 :

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Montfermy, le 16/11/2022

Le Maire,

Vladimir LONGCHAMBON

